Projets de décret relatif à l'élaboration et à l'étiquetage des boissons spiritueuses et d'arrêté sur les mentions de vieillissement

Présentation

Depuis 2014 et la rédaction des fiches techniques des IG de boissons spiritueuses, l'environnement réglementaire des boissons spiritueuses a été l'objet de plusieurs chantiers concernant différents textes : cahiers des charges des IG, décrets rhums, modification de l'article 8 du décret du 19 août 1921, décret relatif à l'étiquetage des boissons spiritueuses, à leur composition et à leurs conditions d'élaboration... Lors du passage de ce dernier texte devant le conseil d'Etat en section des finances, il avait été demandé la fusion de la réglementation sur les spiritueux dans un décret unique. De ce fait, la DGCCRF s'est attelée à cette entreprise à partir des 6 textes suivants :

- le décret du 19 août 1921 portant application de l'article L.421-1 du code de la consommation et sa circulaire d'application n° 57 du 15 novembre 1921;
- les deux décrets rhums n° 63-765 du 25 juillet 1963 (rhum « vieux ») et n° 88-416 du 22 avril 1988 (rhum « traditionnel ») ainsi que leurs arrêtés d'application, en cours de révision et de fusion;
- le décret sur les apéritifs à base de cidre n° 86-208 du 11 février 1986;
- le décret n°78-466 sur les fruits à l'eau de vie du 29 mars 1978
- le décret n°2016-1757 relatif à l'étiquetage des boissons spiritueuses, à leur composition et à leurs conditions d'élaboration du 16 décembre 2016.

Ce projet de décret a 4 principaux objectifs :

- améliorer l'accessibilité du droit pour les opérateurs et consommateurs en créant un texte unique sur les spiritueux et les fruits à l'eau-de-vie ;
- simplifier la réglementation sur les spiritueux en clarifiant certaines dispositions actuellement en vigueur ;
- mettre à jour la réglementation française au regard du droit communautaire ;
- supprimer les dispositions caduques (« appellations d'origine » abrogées, référence à des lois et à des textes douaniers abrogés...).

Un premier canevas a été présenté dès la séance du 20 janvier 2017 de la Commission Boissons Spiritueuses puis à plusieurs autres reprises jusqu'au 6 septembre 2019, avant la consultation publique.

La consultation sur ces textes s'est déroulée entre le 23 octobre et le 23 décembre 2019. La DGCCRF a reçu 11 contributions dont 9 issues d'organisations professionnelles. La quasi-totalité des articles a fait l'objet de remarques.

Quelques points comme la définition dans le décret de l'absinthe ou la liste des mentions de vieillissement au sein de la catégorie des boissons spiritueuses aromatisées aux baies de genévrier n'avaient pas été précisés afin de permettre aux professionnels de remettre leurs propositions durant la phase de consultation.

A l'issue de la consultation publique, un certain nombre de modifications ont été apportées aux textes.

Sur le projet de décret :

- **Article 1er – Etiquetage des spiritueux AOC ou IG : assouplissement des obligations ;**
- **Article 2 – Mention d'un lieu de provenance : modification rédactionnelle et suppression des dispositions de protection des IG déjà prévues par la réglementation européenne ;**
- **Article 3 – Etiquetage des denrées alimentaires conservées dans de l'alcool : pas d'évolution ;**

- **Article 4 – Mentions de vieillissement : Précision que le vieillissement doit être réalisé sans interruption hors manipulation nécessaire à l'élaboration du produit. Ajout de la possibilité de traduction des mentions ;**
- **Article 5 – Mention d'un millésime : pas d'évolution ;**
- **Article 7 – Mention de cru ou d'exploitation : extension des règles initialement définies pour les eaux de vie à toutes les boissons spiritueuses ;**
- **Article 8 – Bonificateurs : pas d'évolution ;**
- **Article 9 – Mention fine : pas d'évolution ;**
- **Article 10 – Mention rhum traditionnel : pas d'évolution ;**
- **Article 11 – Mention rhum « agricole » : reprise de la définition européenne (à l'exception de la référence à Madère) ;**
- **Article 12 – Mention rhum « de sucrerie » : supprimé ;**
- **Article 13 – Mention rhum « grand arôme » : nouvelle rédaction visant à élargir le bénéfice de la mention "grand arôme" aux rhums de mélasse produits sans IG ;**
- **Article 14 – Mention rhum « vieux » : Ajout que la durée minimale de 3 années de vieillissement doit se dérouler dans l'aire géographique ;**
- **Article 15 – Mention « single malt » : extension de cette mention initialement réservée aux whiskys aux boissons spiritueuses aromatisées aux baies de genévrier ;**
- **Article 16 – Mentions « apéritif à base de cidre » et « apéritif à base de poiré » : pas d'évolution ;**
- **Article 18 – Mentions « Absinthe » et « Absinthe distillée » : complété par la la filière.**

Sur le projet d'arrêté relatif aux mentions de vieillissement :

- **Rhum : retrait des mentions de couleur. Ajout de la mention « maturé ». Retrait de la mention « vieilli » et des termes dérivés ;**
- **Eau-de-vie de vin : passage des mentions « extra » et « hors d'âge » de 6 à 10 ans ;**
- **Eau de vie de marc : Réduction de la durée de vieillissement des mentions « VS » et « very special » de 3 ans à 1 an et ajout de la mention « réserve » pour les marcs d'au moins 1 an ;**
- **Brandy : Suppression des mentions de vieillissement en raison d'une forte opposition de certaines filières ;**
- **Eau-de-vie de fruits : Modifications apportées à la nature des contenants, de « dame jeanne » à « contenants non hermétiquement fermés ».**

Notification à la Commission Européenne

La DGCCRF a notifié le 14 juin 2022 à la Commission européenne les projets de décret et d'arrêté, modifiés suite à la consultation publique, conformément à la directive (UE) 2015/1535. La consultation des services de la Commission Européenne ainsi que des Etats Membres à qui elle a communiqué le texte s'est déroulée pendant une durée de 3 mois. Il n'y a pas eu de remarques écrites de la COM. L'Italie a souhaité que les mentions de vieillissement ne puissent pas être traduites dans toutes les langues car il n'y a pas d'harmonisation européenne. En outre certains marcs italiens sous IG partagent certaines mentions de vieillissement avec les marcs français mais avec des durées différentes. Traduire nos mentions de vieillissement en italien pourrait s'avérer ambigu pour le consommateur.

Après la notification à la Commission Européenne et après avoir été renouvelée le 21 avril 2022, la Commission Boissons spiritueuses a abordé à nouveau certains sujets relatifs à ces textes.

- Définition des millésimes

Lors de la réunion de la CNBS du 6 novembre 2020, il a été proposé que l'année mentionnée ne puisse correspondre qu'à l'année de la récolte ou à l'année de distillation mais pas à l'année de début du vieillissement. En effet, l'usage du millésime était jusque-là l'apanage des boissons dont la qualité

dépend des caractéristiques de l'année de la récolte or l'année de mise sous-bois ne permet plus ce lien entre l'année de « naissance » de l'eau de vie et les caractéristiques de la récolte de cette année-là. Après discussion avec la Fédération du Whisky Français qui était à l'origine de la demande, lors de la séance du 18 octobre 2023, celle-ci a accepté de revenir à la définition initiale du millésime.

- Etiquetage de la mention AOC (article 1)

Lors de la réunion du 26 janvier 2022, a été soulevée la question de l'article 1.2 du projet de décret qui impose un rappel de la mention « appellation contrôlée » à proximité de l'appellation lorsqu'une autre référence géographique complémentaire (DGC) est indiquée. Jusque-là, la mention « Appellation Bas Armagnac Contrôlée » ou « Appellation Armagnac Ténarèze Contrôlée » était possible bien que « Bas Armagnac » et « Armagnac Ténarèze » soient devenues des dénominations géographiques complémentaires de l'AOC « Armagnac ». Suite à une expertise juridique conjointe de la DGCCRF et de l'INAO, il a été convenu que cette rédaction n'était plus possible et qu'elle devrait s'éteindre. En effet la protection de l'IG suppose son identification claire. De plus alors que dans le cadre de l'enregistrement dans l'Acte de Genève, la COM a accepté que les DGC puissent figurer dans le lien du registre de l'OMPI, il convient que le nom de l'AOC et le nom des DGC soient bien séparés. Les représentants de la filière Armagnac ont demandé que des délais suffisants de mise en conformité puissent être accordés.

- Utilisation de mentions de fantaisie pouvant évoquer le vieillissement sous-bois

Lors de la séance du 19 mai 2020, à l'occasion de la restitution des travaux de la commission « filière rhums », a été abordé le cas de mentions de fantaisie pouvant évoquer, à travers par exemple des notions de couleur, un élevage sous-bois. Afin d'éviter le risque de confusion du consommateur, il a été souligné par l'administration la nécessité dans ce cas d'adjoindre sur l'étiquetage, l'une des mentions de vieillissement figurant dans le projet d'arrêté et correspondant à la durée de vieillissement de la boisson spiritueuse. Cette disposition qui fait partie des bonnes pratiques d'étiquetage n'a finalement pas été insérée dans le projet de décret, chaque étiquetage devant être apprécié au cas par cas et dans son ensemble. Elle pourrait être insérée dans un guide de l'étiquetage des spiritueux, dont la rédaction serait assurée par la DGCCRF en lien avec la profession.

- Traduction et féminisation des mentions de vieillissement (article 4)

La possibilité d'une traduction des mentions a été évoquée lors de la réunion du 7 septembre 2022, à la suite de la décision de permettre l'utilisation sans nécessité de précision dans le texte de changer de genre les adjectifs : rhums Vieux ou Vieille Prune... Cependant la diversité des traductions en de multiples langues aurait créé un risque de confusion et il a été décidé d'explicitier en anglais les mentions ainsi que leurs acronymes devenus notoires.

- Mention single malt (article 14)

Suite à l'intervention de la Fédération du whisky français, il a été souligné que la rédaction qui étendait l'emploi de cette mention aux boissons aromatisées à base de baie de genévrier n'était pas assez précise car elle permettait à des gins d'en bénéficier, ce qui n'est pas l'usage. Une nouvelle version limitant l'emploi de cette mention aux whiskys et aux boissons de la catégorie 19 élaborées à partir d'un distillat d'orge maltée ou d'une eau-de-vie d'orge maltée a donc été validée.

- Liste des mentions de vieillissement du projet d'arrêté

Les mentions concernant plusieurs catégories de produits ont fait l'objet de discussions en aval de la consultation publique.

S'agissant des rhums, conformément à l'orientation rappelée ci-dessus, la présence des mentions de couleur : ambré, brun, or, gold... dans la liste des mentions de vieillissement ayant été jugée inopportune a été supprimée. La mention « maturé » proposée pour se substituer à la mention « ambré » a été remplacé par la mention « foudré ». De plus suite à des échanges lors des réunions de la CNBS du 7 septembre et du 18 octobre 2022, il a été arbitré que seul l'emploi de la mention « vieux » serait réservé aux rhums sous IG dans la mesure où il s'agit d'une mention historique définie par la réglementation sur les rhums depuis plus de 60 ans. Les autres mentions « très vieux », extra vieux », encadrées pour la catégorie « rhum » pourront être utilisées par tous les élaborateurs français de rhums, en IG ou non, sous réserve du respect de leur conformité avec la réglementation.

S'agissant des eaux de vie de marc, la réduction de la durée de vieillissement des mentions « VS » et « very special » de 3 ans à 1 an et l'ajout de la mention « réserve » pour les eaux de vie de plus d'1 an a questionné la CNBS, les marcs nécessitant un temps d'élevage sous-bois plus soutenu que les autres eaux de vie pour acquérir la rondeur due au vieillissement. Cette évolution du texte a été maintenue dans le version proposée.

S'agissant des brandys, en absence d'accord au sein de la filière des spiritueux sur la définition des mentions de vieillissement et de leurs conditions de production, les mentions ne devraient plus figurer dans le projet d'arrêté.

S'agissant des eaux de vie de fruits, la prise en compte dans le projet d'arrêté de la proposition de la FNEF de permettre l'utilisation pour des eaux de vie blanches, des mentions habituellement utilisées pour les eaux de vie vieilles sous-bois telles que VS, VSOP et XO, a fait réagir la CNBS lors de la séance du 7 septembre 2022. Lors de la séance du 18 octobre 2022, une discussion avec le Président de la FNEF Bernard BAUD a permis de mettre en avant pour les eaux de vie blanches de nouvelles mentions en remplacement des mentions VS, VSOP, XO respectivement de White aged, White long aged et White extra aged. Cependant lors de la séance du 12 janvier 2023, l'apparition d'une mention XXO, le maintien pour des eaux de vie blanches de la mention hors d'âge et la fixation de durées minimales de vieillissement sous-bois inférieures à celles définies dans les autres catégories pour les mentions VSOP et XO ont suscité à nouveau une réaction défavorable de la CNBS.

Suite de l'examen des textes

Le projet de décret a été modifié suite aux remarques présentées par les filières en CNBS. Il va être transmis pour validation au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Il sera envoyé au Secrétariat Général du Gouvernement qui le communiquera aux autres ministères concernés dont le ministère de l'agriculture pour avis, avant d'être confié à l'examen du Conseil d'Etat.

L'arrêté sur les mentions de vieillissement ne sera publié qu'après le décret puisqu'il s'agit d'un arrêté d'application du décret. De plus, il ne nécessitera pas de passage devant le Conseil d'Etat

Dans le cadre de l'examen du ministère de l'agriculture, l'INAO pourra présenter ses observations, après avoir recueilli l'avis des CRINAO et de la CNBS.

Les délais d'examen de ces différentes structures ne permettront pas de publier ces textes avant la fin de 2023.

La Commission Boissons Spiritueuses est invitée à prendre connaissance de cette note ainsi que des projets de décret et d'arrêté.